



Sortir du nucléaire : la controverse franco-allemande

Par Jade Lindgaard

Article publié le mercredi 01 juin 2011

La controverse franco-allemande autour de l'abandon de l'énergie nucléaire a débuté. Alors que l'Allemagne vient d'annoncer sa sortie du nucléaire pour 2022, les réactions en France sont nombreuses et souvent dubitatives : décision « *totale*ment politique » commente Anne Lauvergeon, présidente du groupe Areva.

« *Est-ce que l'Allemagne fait ce choix tout en sachant qu'elle va continuer à importer du nucléaire de France ? C'est ce qu'on appelle la ?théorie du passager clandestin ?* », croit savoir la présidente du Medef, Laurence Parisot. Secrétaire général de l'UMP, Jean-François Copé se dit « *totale*ment défavorable » à une stratégie de ce type pour la France, tandis que le premier ministre François Fillon rappelle que ce « *n'est pas le choix* » du gouvernement français, manière polie de dire que lui non plus n'est pas d'accord. Pour Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national du PS à l'Europe : « *On voit bien que Mme Merkel (...) cherche l'électorat écologiste.* »

Ça cogne aussi chez certains journalistes français : « *Un non-événement* », explique l'éditorialiste des *Echos*, Dominique Seux ? alors que le *Tageszeitung* parle le même jour d'un « *moment comparable à la chute du mur de Berlin* ». Mais pour le Français, sortir du nucléaire en Allemagne, « *c'est possible mais très cher* » et aussi « *un peu hypocrite* » (pour les mêmes raisons que pour le Medef). Dans *Le Monde*, Frédéric Lemaître semble aussi prendre l'annonce avec des pincettes : c'est le chantier « *politiquement le plus délicat* » du mandat d'Angela Merkel, une « *décision que même le Japon n'a pas prise* » après l'accident de Fukushima.

Bref, au mieux, on n'y croit pas trop ; au pire, c'est une erreur. L'ambiance générale rappelle celle que le physicien Bernard Lapointe évoquait dans Mediapart il y a quelques jours (**lire notre article ici**), quand il rappelait le débat qui avait suivi, à l'Assemblée nationale, la décision du gouvernement de coalition SPD-Verts de Gerhard Schröder d'abandonner l'atome : « *Quand le gouvernement Schröder a décidé de sortir du nucléaire en 2000, une séance parlementaire s'est tenue à Paris sur cette question. On se serait cru en 1914... Il fallait quasiment faire la guerre à l'Allemagne !* »

Pourtant, après la décision du conseil fédéral suisse, la semaine dernière, de fermer ses centrales atomiques ? qui représentent 39,5% de la production d'électricité du pays ?, la sortie allemande du nucléaire (environ 26% de son électricité) marque un revers majeur pour l'industrie nucléaire. Le cours de l'action d'Areva a d'ailleurs perdu 4% lundi 30 mai.

Une longueur d'avance pour les énergies renouvelables

L'Allemagne est en effet la première puissance industrielle de ce poids à prendre une telle décision sur son modèle énergétique. Concrètement, les sept centrales allemandes les plus anciennes (auxquelles s'ajoute celle de Krummel, interrompue pour raisons techniques), à l'arrêt depuis l'accident de Fukushima, ne devraient plus redémarrer. Six autres doivent fermer d'ici 2021 et, enfin, les trois plus récentes, cesser leurs activités d'ici 2022 (le pays compte dix-sept réacteurs répartis entre douze centrales).

C'est peu ou prou le calendrier qu'avait annoncé le gouvernement de gauche il y a un peu plus de dix ans. Mais fin 2010, Angela Merkel avait fait voter un prolongement de douze ans en moyenne de la durée légale d'exploitation des réacteurs. Désormais, son équipe gouvernementale doit présenter un projet de loi autour du 6 juin, pour une adoption définitive par le Parlement le 8 juillet. « *C'est définitif : la date limite pour les trois derniers réacteurs nucléaires a été fixée à 2022* », précise le ministre de l'environnement, Norbert Röttgen. *Il n'y aura pas de clause de réexamen.* »

Dans l'attente du plan précis de transition énergétique conçu par Berlin, on peut déjà lister quelques idées reçues sur le modèle énergétique allemand, par comparaison avec ce qui se passe en France.

– « **L'Allemagne va connaître des coupures de courant** »
« *L'Allemagne peut passer à 0% de nucléaire en 2023 sans manquer d'électricité* », explique Bernard Chabot, ingénieur et économiste, membre du groupe d'experts en énergie negawatt. Il a réalisé des simulations de l'évolution de la demande et de l'offre d'électricité en Allemagne à partir des politiques publiques adoptées depuis une vingtaine d'années. La thèse d'une pénurie allemande d'énergie lui semble très peu réaliste. Des premiers tarifs de rachat en soutien à l'électricité renouvelable dès 1991, à la loi sur les énergies renouvelables en 2000 (presque dix ans avant les lois Grenelle de l'environnement en France), sans oublier la mise en œuvre de la directive européenne de 2001 sur les énergies renouvelables (l'Allemagne avait un objectif de 13% d'énergie renouvelable en 2010, elle le dépasse avec plus de 16%), puis le paquet énergie-climat en 2008, c'est plus de 50% de l'électricité qui doit venir de sources renouvelables en 2025. Le reste devrait provenir, selon le chercheur, de gaz et d'importation, à titre provisoire, surtout au moment des grosses vagues d'arrêt de réacteurs en 2011-2012, et 2021-2022.

En 1990, l'Allemagne ne produisait qu'environ 20 milliards de kilowattheures (kWh) d'électricité renouvelable (essentiellement hydraulique), contre 66 milliards à la France. Mais en 2010, elle en produit environ 102 milliards : 20 à 22 d'hydraulique ; le



reste est un panache d'éolien, biomasse, photovoltaïque et géothermique. Pour 2020, elle prévoit d'en produire plus de 220 milliards ; en 2030, plus de 350 milliards ; et en 2050, environ 550 milliards. Or la consommation annuelle d'électricité en Allemagne est d'environ 550 milliards de kWh.

Ces augmentations de production d'énergie renouvelable sont déjà « dans les tuyaux », insiste Bernard Chabot : « L'Allemagne n'a pas décidé ce matin de soutenir les énergies renouvelables. »

Par ailleurs, selon l'agence de presse Reuters, un document rédigé par le gouvernement indique que l'Allemagne prévoit de réduire sa consommation d'électricité de 10% à l'horizon 2020. Alors qu'en 1990, les consommations d'électricité par habitant étaient équivalentes entre la France et l'Allemagne, l'écart se creuse désormais : avec une surconsommation hexagonale de 11% par rapport à sa voisine, calcule le physicien Bernard Laponche. Pour l'électricité dite spécifique (électronique, électroménager), alors que les consommations étaient identiques en 1991, la consommation française, en 2008, s'est révélée de 27% supérieure à la consommation allemande. Même sur l'indicateur dit d'« efficacité énergétique », l'Allemagne bénéficie d'un avantage sur la France.

nd

– **« Sortir du nucléaire va aggraver les émissions allemandes de gaz à effet de serre »**

C'est la crainte de l'eurodéputée verte allemande Rebecca Harms : « Comment va se faire la transition ? Avec ou sans charbon supplémentaire ? » L'accord signé entre les partenaires de la coalition gouvernementale autorise une marge de manœuvre de 10 gigawattheures (GWh), soit 10 millions de kWh, à fournir si besoin par de nouvelles centrales. Alimentées comment ? On ne le sait pas encore. Or la quantité de CO2 émise par l'Allemagne est supérieure aux émissions françaises de plus de 60%. « Mais même dans cette incertitude, le secteur énergétique allemand est beaucoup plus moderne que le français, qui lui est dangereux par sa monoculture nucléaire », poursuit l'élue européenne, selon qui « ce qui est fou en France, c'est d'utiliser l'électricité pour se chauffer ».

Portée par son modèle nucléaire, la France a massivement équipé ses logements de chauffages électriques. Cet usage s'accompagne d'énormes pertes, ce que dénonce l'association d'experts en énergie, « negawatt » : pertes de chaleur du fait du mauvais rendement thermique de l'électricité, pertes par refroidissement des centrales qui représentent environ 900 terawattheures (TWh), c'est-à-dire 1000 milliards de kWh, soit « plus que tout le chauffage de tous

les bâtiments et de tous les logements de France ».

Toutes les variations de consommation sont absorbées par une production thermique carbonée (charbon, gaz, fioul, lignite) dûment importée en France, ce qui constitue « le comble de l'absurde : utiliser 2,3 kWh de gaz pour produire de l'électricité pour fournir 1 kWh de chaleur avec un chauffage électrique... alors qu'il suffit d'utiliser 1,1 kWh de gaz pour fournir la même chaleur avec une bonne chaudière gaz ! ». Ainsi, le 7 janvier 2009, 34.000 mégawattheures (MWh), soit 34 millions de kWh, ont été consommés par le chauffage électrique en France, expliquent les experts de negawatt : c'est l'équivalent de la moitié de la production du parc nucléaire français (63.100 MWh). La sensibilité du réseau à la température a doublé en treize ans. Aujourd'hui, chaque degré en moins provoque une surconsommation de 2100 MWh (voir plus ici).

Par ailleurs, ajoute Bernard Chabot, c'est aujourd'hui vers le gaz (et non le charbon ou la lignite, beaucoup plus polluants) que se dirigent la majorité des investissements énergétiques européens. Siemens vient d'ouvrir une centrale très souple d'utilisation, capable de passer de 0 à 600 MW en trente minutes, idéal pour compenser les intermittences des renouvelables.

– **L'Allemagne va importer de l'électricité nucléaire de la France**

Contrairement à une idée reçue, l'Allemagne exporte plus d'électricité en France que l'inverse. En 2010, même si le solde commercial hexagonal est globalement excédentaire (66,6 TWh d'exportations contre 37,1 d'importations, selon le bilan électrique français fourni par le Réseau de transport d'électricité ? RTE), Paris a acheté plus d'électricité à l'Allemagne (16,1 TWh d'importations) qu'elle ne lui en a vendu (9,4 TWh).

Ces données de base contredisent la thèse, qui se répand comme une traînée de poudre, selon laquelle l'Allemagne pourra sortir du nucléaire en important des kWh nucléaires français. Ces dernières années, le déficit commercial de Paris vis-à-vis de Berlin a atteint des sommets : + 177 milliards d'euros pour l'Allemagne en 2008, contre ? 68 milliards pour la France, analyse le physicien Bernard Laponche.

Toutefois, la situation a changé au mois d'avril, selon RTE : après la suspension des sept plus vieilles centrales allemandes, la France a pour la première fois depuis longtemps plus exporté vers l'Allemagne (1.018 GWh) qu'importé (509). Pour Bernard Chabot, ce recours aux importations ne sera pas très élevé, et devrait être transitoire.